



Pôle Appui Territorial  
Direction des Mobilités  
Service Gestion du Territoire Mauriac

## CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL

-0-0-0-0-0-

### ARRÊTÉ

portant permission de voirie - alignement.

Commune de Bassignac lieu dit "Parensol"  
***Route Départementale n° 12 (hors agglomération)***

Le Président du Conseil départemental du Cantal,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Règlement de Voirie Départementale adopté par délibération le 18 septembre 2015

Vu l'arrêté n° 25-0892 du 02 avril 2025 portant délégation de signature de Monsieur le Président du Conseil Départemental du Cantal aux Directeurs et Chefs de Services départementaux

Vu la demande de Madame Martine LAFAYE qui souhaite connaître la limite entre la parcelle n° 485 section B et le domaine public départemental, en bordure de la RD 12,

### ARRÊTE

#### ARTICLE 1 : ALIGNEMENT

La limite entre la parcelle n° 485 section B et le domaine public départemental est matérialisée par les points de repère A et F, conformément au plan joint établi par le cabinet de géomètres CROS; le point A étant situé en bordure de la RD 12, au PR 13+114 du côté gauche dans le sens des PR croissants.

#### ARTICLE 2 : Validité et renouvellement de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire. Elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Les travaux autorisés doivent être entrepris ou prorogés dans un délai maximal d'un an à compter de la date de la présente autorisation. Au-delà de ce délai, l'autorisation est caduque et doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

**ARTICLE 3 : Signalisation du chantier**

L'intervenant ou son mandataire sollicitera au minimum 15 jours avant le début des travaux une demande d'autorisation d'entreprendre les travaux sur le domaine public auprès du Conseil départemental du Cantal.

Le bénéficiaire aura à sa charge la signalisation réglementaire de son chantier. Il sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

**ARTICLE 4 : Début d'exécution des travaux – Constat préalable des lieux**

L'intervenant préalablement au début d'exécution des travaux peut solliciter auprès du Département un constat contradictoire de l'état des lieux du domaine public routier. En l'absence de ce constat, la chaussée et ses dépendances sont réputées être en bon état.

**ARTICLE 5 : Fin des travaux**

Dès l'achèvement des travaux, l'intervenant est tenu de rétablir dans son état initial le domaine public routier. Il informe par écrit le Département de la date de la fin des travaux.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques, et plus généralement en cas de désordre constaté sur le domaine public routier imputable aux travaux autorisés, l'intervenant doit procéder aux réparations. En cas de carence, le Département procède ou fait procéder d'office aux travaux nécessaires aux frais et risques de l'intervenant.

L'intervenant doit entretenir en bon état les ouvrages implantés sur le domaine public.

**ARTICLE 6 : Responsabilité**

L'autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis du Département que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation des travaux ou de l'installation des biens mobiliers.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Plus généralement, l'obtention du présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de demander toute autre autorisation ou de procéder à toute autre formalité prévue par les lois et règlements.

**ARTICLE 7 : Délais de recours**

Le bénéficiaire dispose d'un délai de deux mois pour présenter soit un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental du Cantal soit un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Clermont Ferrand.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 8 : ampliation.**

Le présent arrêté sera publié sous forme électronique sur le site internet du Département du Cantal.

Copie du présent sera adressée à :

- M le Directeur des Mobilités
- la mairie de Bassignac
- Mme Martine LAFAYE

**A Mauriac, le 8 avril 2025**

**Pour le Président du Conseil départemental et par délégation  
Le Coordonnateur territorial**

**Fabrice BOUSCATIER**

DEPARTEMENT DU CANTAL

COMMUNE DE BASSIGNAC

Propriété de Mme LAFAYE Martine

sise à Parensol

Parcelle B n°485

PLAN DE BORNAGE

ECHELLE : 1/500

LEGENDE :

-  Limite nouvelle
-  Limite certaine définie antérieurement
-  Limite de fait, naturelle
-  Limite cadastrale, non définie contradictoirement, non garantie
-  Clôture légère (Grillage ou barbelé)
-  Haie vive (arbres et arbustes)

DRESSE PAR LE CABINET CROS  
 M. Gaëlle SAUNAL - CROS  
 GEOMETRE-EXPERT  
 18, av de la Gare  
 15 200 - MAURIAC  
 Tel : 04.71.68.03.41  
 Email : geometre.expert@cabinet-cros.fr



Ref N° : M-1588  
 Plan N° : BO-1  
 Dossier informatique N° : M-1588  
 DRESSÉ LE : 03/02/2025  
 MODIFIÉ LE :

